

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/CHN/8

6 octobre 2004

(04-4183)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

MECANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Questions des ÉTATS-UNIS à la CHINE concernant les subventions et le contrôle des prix

La communication ci-après, datée du 5 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Notifications et questions connexes

1. Au titre des paragraphes 1 à 5 de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'Accord SMC), tous les Membres sont tenus de présenter une notification de toute subvention définie au paragraphe 1 de l'article premier, qui est spécifique au sens de l'article 2, accordée ou maintenue sur leur territoire. À la réunion tenue par le Comité des subventions (le Comité) les 31 octobre et 1^{er} novembre 2002, la Chine a déclaré qu'elle présenterait la notification requise lorsque les renseignements seraient précis et exhaustifs (G/SCM/49). Une année plus tard, au cours de la réunion tenue par le Comité le 18 novembre 2003, la Chine a indiqué qu'elle avançait énergiquement dans les travaux portant sur la notification, mais qu'elle n'était pas en mesure de préciser dans quel délai ils seraient achevés (G/SCM/111). Actuellement, près de trois ans après son accession, la Chine n'a pas encore présenté de notification au titre de l'article 25.

- a) Prière d'expliquer pourquoi la Chine n'a pas été en mesure, à ce jour, de s'acquitter de son obligation de notifier ses subventions au titre de l'article 25 de l'Accord SMC.
- b) Au cours de l'examen transitoire de la Chine en 2003, le représentant de la Chine a informé le Comité que son pays s'était heurté à un certain nombre de difficultés dans ses efforts visant à recueillir des renseignements sur les subventions et que des mesures étaient prises pour résoudre ces problèmes (G/SCM/111). Quels progrès la Chine a-t-elle réalisés pour ce qui est de résoudre ces difficultés? Quelles autres mesures la Chine prend-elle actuellement pour résoudre les problèmes auxquels elle s'est heurtée afin de s'acquitter de son obligation au titre de l'article 25?
- c) Prière d'indiquer quand la Chine présentera sa notification au titre de l'article 25.

2. Depuis octobre 2003, la Chine a promulgué, révisé ou abrogé divers lois, règlements et règles relatifs à sa pratique en matière de droits compensateurs et de subventionnement. Dans les réponses

données au Comité, y compris le document G/SCM/Q1/CN/40, la Chine semble avoir identifié certaines de ces mesures mais pas la totalité.

- a) Prière d'énumérer l'ensemble des lois, règlements et règles relatifs à la pratique de la Chine en matière de droits compensateurs et de subventionnement qui sont actuellement en vigueur et, pour chaque mesure, inclure une citation appropriée concernant ses dates de promulgation et de publication au Journal officiel.
- b) Pour les lois, règlements et règles qui n'ont pas été notifiés au Comité, y compris la *Loi sur le commerce extérieur*, révisée le 6 avril 2004, et le *Règlement antisubventions*, révisé le 31 mars 2004, prière d'indiquer quand la Chine présentera la notification requise par l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC).
- c) Pour chacun des lois, règlements et règles relatifs à la pratique de la Chine en matière de droits compensateurs et de subventionnement qui a été abrogé depuis octobre 2003, prière d'identifier la mesure qui l'a remplacé et d'expliquer les modifications apportées.

Semi-conducteurs

3. Le 21 septembre 2004, la Commission nationale du développement et des réformes (NDRC) a annoncé les modifications qui ont été apportées au Document n° 18 du Conseil d'État (*Avis du Conseil d'État relatif à la publication de certaines politiques concernant le développement de la branche de production des logiciels et de la branche de production des circuits intégrés*), initialement promulgué le 24 juin 2000, en vue d'accorder une aide financière à la branche de production nationale des circuits intégrés. Selon la NDRC, la Chine accordera un remboursement intégral de la TVA à l'exportation de semi-conducteurs, ainsi qu'une aide non spécifiée compatible avec les règles de l'OMC en ce qui concerne la recherche-développement et la formation, entre autres aides financières. Prière de décrire toutes les modifications qui ont été apportées ou qui sont à l'examen.

Cuivre

4. Lors de l'examen transitoire de l'année dernière effectué dans le cadre du Comité, les États-Unis ont demandé que la Chine donne plusieurs précisions concernant un remboursement de la TVA accordé à l'importation de déchets de cuivre. La Chine a répondu en déclarant qu'elle avait déjà répondu aux questions concernant ce programme au cours de l'examen transitoire effectué dans le cadre du Comité de l'accès aux marchés le 20 octobre 2003. Toutefois, au Comité de l'accès aux marchés, la Chine avait seulement expliqué 1) qu'elle avait commencé à rembourser, en 2000, 30 pour cent de la TVA perçue sur le laiton importé par certaines entreprises publiques du secteur de la métallurgie du cuivre et 2) qu'en 2001, elle avait accordé ce remboursement à toutes les entreprises à capitaux chinois et étrangers, à condition que leur production soit à l'échelle requise.

- a) Prière d'identifier les lois, règlements ou autres mesures qui autorisent le remboursement de la TVA en question.
- b) Prière d'identifier les produits spécifiques auxquels le remboursement en question est applicable. Par exemple, vise-t-il seulement le laiton, comme la Chine l'a déclaré lors de l'examen transitoire de l'année dernière effectué dans le cadre du Comité de l'accès aux marchés, ou vise-t-il aussi le minerai de cuivre, le concentré de cuivre, les cathodes en cuivre, les déchets de cuivre, les déchets d'alliages de cuivre et/ou les demi-produits ou les produits finis à base de cuivre d'aval?

- c) À quelle échelle de production les entreprises doivent-elles satisfaire pour bénéficier du remboursement de la TVA en question?
- d) Prière de décrire l'objectif général de ce programme de subventions.
- e) Prière d'expliquer le mécanisme utilisé par les entreprises pour obtenir le remboursement de la TVA en question, y compris comment et quand les entreprises doivent le demander, le stade de production et le processus de vente auxquels ce remboursement est applicable, et comment celui-ci est calculé.
- f) Prière d'expliquer comment les autorités compétentes veillent à ce que le montant des remboursements accordés ne soit pas supérieur à celui de la TVA payée.
- g) Ce programme de subventions est-il assorti d'un délai? Autrement dit, combien de temps cette subvention restera-t-elle applicable?

5. La Chine accorde-t-elle un remboursement de la TVA à l'exportation de demi-produits ou de produits finis à base de cuivre? Dans l'affirmative, prière de décrire le mode de fonctionnement de ce remboursement.

Subventions octroyées à certaines entreprises publiques qui subissent des pertes

6. Selon l'Annexe 5B de son Protocole d'accession, la Chine s'est engagée à supprimer les "subventions octroyées à certaines entreprises publiques qui subissent des pertes" en 2000 (WT/MIN(01)/3). Au cours de l'examen transitoire de la Chine en 2002, le représentant de la Chine a informé le Comité que les subventions en question avaient été supprimées en 2001 (G/SCM/49). Toutefois, selon des informations parues récemment dans la presse chinoise, le gouvernement s'emploie actuellement à les supprimer pour 2005. Au cours de la réunion tenue par le Comité le 18 novembre 2003, la Chine n'a pas répondu à nos questions concernant les subventions susmentionnées.

- a) Prière d'expliquer si la Chine a supprimé les subventions en question.
- b) Si elles ont été supprimées, prière d'identifier et de citer les lois, règlements ou autres mesures appliqués à cet effet.
- c) Si elles n'ont pas été supprimées, prière d'expliquer quelles mesures ont été prises, ou sont actuellement prises, pour mettre fin aux subventions octroyées à "certaines entreprises publiques qui subissent des pertes", conformément à l'engagement de la Chine.

Créances non productives

7. Aux paragraphes 172 et 173 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, les Membres ont exprimé des doutes quant aux contributions financières accordées par les banques d'État chinoises au sens de l'article 1.1 a) de l'Accord SMC. Les Membres ont spécifiquement fait mention de "l'aide de l'État par l'intermédiaire du système bancaire, notamment des banques d'État, sous différentes formes: prêts à l'appui de réformes, reconduction automatique des emprunts non soldés (principal et intérêts), remises de dettes et créances non productives, et utilisation sélective de taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché". En réponse, la Chine est convenue que les banques d'État "[devraient être] gérées selon des critères commerciaux et [devraient être] responsables de leurs propres profits et pertes". Toutefois, en décembre 2003, le gouvernement central a injecté 45 milliards de dollars EU dans la Banque de Chine et la Banque de construction de la Chine en se

servant de ses réserves en devises. Ces deux plans de sauvetage de banques sont les plus récents d'une série de plans de sauvetage de grande envergure qui se sont succédés rapidement depuis 1998. Tous les plans de sauvetage concernaient les quatre banques commerciales d'État et des créances non productives d'un volume considérable.

- a) Prière d'expliquer en quoi les plans de sauvetage de banques de décembre 2003 visent spécifiquement les causes profondes du problème des créances non productives et le subventionnement massif qui lui est propre.
- b) Prière d'expliquer en quoi la politique, la mise en œuvre et l'exécution des plans de sauvetage de décembre 2003 sont différentes de celles des plans précédents?
- c) Quels sont les projets de la Chine pour ce qui est de veiller à ce que toutes les banques d'État, aux niveaux national, provincial et local, soient gérées selon des critères commerciaux et soient responsables de leurs propres profits et pertes?

8. La Chine a mis en œuvre le Programme de relance du nord-est pour la région industrielle du nord-est dans le but d'améliorer l'attribution et l'utilisation des ressources, de faciliter la restructuration de l'industrie et de stimuler la croissance et le développement de l'économie régionale. Si les États-Unis reconnaissent à la Chine le droit de poursuivre des objectifs de développement économique, ils se préoccupent de la façon dont le programme en question est mis en œuvre et du subventionnement massif qui en découle directement ou indirectement. Plusieurs grands complexes industriels de la région du nord-est semblent bénéficier actuellement de remises de dettes de grande envergure par suite de l'application du programme susmentionné, bien que les dettes considérables des entreprises publiques en question, dont il est impossible d'assurer le service, montrent clairement qu'elles ne sont pas viables économiquement. Par exemple, la province de Heilongjiang a accepté d'autoriser l'annulation de 36 milliards de RMB (4,4 milliards de dollars EU) de créances non productives non honorées par des entreprises d'État. Comment la Chine justifie-t-elle le recours persistant aux banques d'État pour maintenir à flot des entreprises d'État non viables, compte tenu du fait qu'elle est convenue au paragraphe 172 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine que les banques d'État devraient être gérées selon des critères commerciaux et devraient être responsables de leurs propres profits et pertes?

Contrôle des prix

9. Prière de décrire l'ensemble des nouveaux lois, règlements ou autres mesures, y compris les mesures administratives, que la Chine a promulgués ou adoptés au cours de l'année passée pour supprimer ou réduire les mesures de contrôle des prix énumérées à l'annexe 4 de son Protocole d'accession.

10. L'annexe 4 énumère aussi les produits et services dont les prix indicatifs sont fixés par le gouvernement.

- a) Des produits ou services ont-ils été supprimés de cette liste ou le mécanisme de fixation des prix a-t-il changé, c'est-à-dire qu'il est passé du système de fixation de prix indicatifs par le gouvernement au système de fixation de prix par le marché ou de prix directs?
- b) Prière de décrire les conditions macro-économiques ou sociales qui justifient le maintien du système de fixation de prix indicatifs par le gouvernement pour chacun des produits ou services qui restent soumis à ce système.

11. La Chine a-t-elle mis en œuvre une nouvelle mesure de contrôle des prix ou d'autres mesures réglementaires qui affectent la fixation des prix pour un produit quelconque non énuméré à l'annexe 4, en particulier les intrants industriels tels que l'acier, les déchets d'acier ou à base d'acier, ou les déchets de cuivre ou à base de cuivre?

12. Il est indiqué dans le rapport concernant le dixième plan quinquennal (2001-2005) établi par le Premier Ministre de l'époque, M. Zhu Rongji, que la fixation du prix de l'eau évoluera vers "un mécanisme de fixation rationnel".

- a) Quels sont les actuels mécanismes de fixation des prix pour cet important intrant agricole?
- b) Prière d'expliquer le "mécanisme de fixation rationnel" qui est envisagé.

13. Il est indiqué dans le rapport concernant le dixième plan quinquennal (2001-2005) établi par le Premier Ministre de l'époque, M. Zhu Rongji, que "l'excédent de céréales des agriculteurs a été acheté sans restriction à un prix garanti".

- a) Prière d'expliquer comment un "prix garanti" est fixé.
- b) Prière d'expliquer comment le "prix garanti" est compatible avec l'Accord sur l'OMC et, en particulier, avec l'article III du l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et avec l'Annexe 2, paragraphes 3 et 4, de l'Accord sur l'agriculture.

14. Selon l'annexe 5A du Protocole d'accession de la Chine, un programme énuméré sous le nom de "Subventions des budgets locaux octroyées aux entreprises publiques qui subissent des pertes" accorde des subventions à des entreprises publiques qui subissent des pertes graves, soit en raison du prix imposé des produits qu'elles produisent, soit en raison du coût croissant de l'exploitation des ressources et de la restructuration des entreprises publiques.

- a) Prière d'identifier les entreprises qui produisent des produits à des prix fixes.
- b) Quelles mesures le gouvernement chinois prend-il actuellement pour permettre à ces entreprises de vendre aux prix du marché afin d'éviter un subventionnement?

15. Selon l'annexe 5A du Protocole d'accession de la Chine, un programme énuméré sous le nom de "Fourniture d'intrants à des prix peu élevés pour des secteurs industriels spéciaux" accorde des subventions au moyen de la fixation de prix peu élevés par l'État pour un certain pourcentage du volume de charbon destiné à la production d'électricité.

- a) L'annexe indique qu'en 1995, le régime des prix fixés par l'État concernait 37 pour cent du volume de charbon. Quel est le pourcentage actuel?
- b) Prière d'expliquer comment la Chine identifie le charbon pour lequel le prix est fixé. Par exemple, le prix est-il fixé seulement pour le charbon utilisé afin de produire l'électricité destinée à des régions, industries ou entreprises particulières? Dans l'affirmative, prière d'identifier ces régions, industries ou entreprises et d'expliquer comment elles sont choisies. En outre, veuillez expliquer si le prix est fixé d'une manière différente pour des régions, industries ou entreprises différentes et veuillez décrire les mécanismes de fixation des prix.

16. Le programme énuméré sous le nom de "Fourniture d'intrants à des prix peu élevés pour des secteurs industriels spéciaux" accorde des subventions au moyen de la fixation de prix peu élevés par l'État pour un certain pourcentage du volume de pétrole brut.

- a) L'annexe indique qu'en 1995, le régime des prix fixés par l'État concernait 70 pour cent de la production des gisements de pétrole terrestres, les prix des 30 pour cent restants ainsi que ceux du pétrole produit en mer étant déterminés par le marché. Quels sont les pourcentages actuels?
 - b) Le prix est-il fixé d'une manière différente pour le pétrole brut destiné à être utilisé dans des régions, industries ou entreprises particulières? Dans l'affirmative, prière d'identifier ces régions, industries ou entreprises et d'expliquer comment elles sont choisies. En outre, veuillez décrire les mécanismes de fixation des prix.
-